

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 89 **Octobre 2011**

Les primaires : un événement considérable

« Faut-il boudier notre plaisir devant le succès de la primaire socialiste ? Les débats télévisés ont constitué des moments de pédagogie politique qu'on ne croyait plus possibles à la télévision » *. La participation, 2 millions, 5 (2 millions, 7 ?) est d'une ampleur considérable, largement supérieure à ce à quoi on pouvait s'attendre. Cela en dit long sur l'impatience des Français d'en finir avec cette majorité arrogante au service des riches.

On aurait pu craindre que l'exercice tourne à la foire d'empoigne, sous l'œil goguenard de Tête-à-Claques et de ses affidés, qui auraient ensuite eu beau jeu à souligner et amplifier les divisions. Il n'en a rien été, le débat est resté de bonne tenue.

On aurait pu craindre que les électeurs ne se laissent dicter leur conduite par le matraquage de sondages peu fiables, et le chœur intéressé des « éditocrates ». « Ralliés en leur majorité à la candidature de François Hollande, après avoir soutenu celle de Dominique Strauss-Kahn, et s'appuyant sur des sondages dont on sait la fragilité, les « éditocrates » ont soutenu la candidature de leur favori, saluant qui son réalisme, qui sa crédibilité, qui sa hauteur de vue et lui accordant dans une unanimité touchante le brevet de « présidentialité »*. On se rappelle que, par le même mécanisme, Ségolène Royal fut choisie en 2006 lors des primaires internes du PS, présentée comme la mieux à même (voire la seule capable) de battre Nicolas Sarkozy. On sait ce qu'il en advint. « L'électeur, en joueur averti, ne veut pas perdre, il ne choisit pas, il anticipe un choix déjà ratifié par les sondages, il se rallie à la victoire annoncée. La seule façon de sortir de ce cercle vicieux : voter contre les sondages ! C'est ce que les électeurs ont fait en 2005 contre le traité constitutionnel. »* C'est ce qu'ils ont fait au premier tour des primaires, c'est ce qui reste à confirmer au deuxième tour.

On aurait pu craindre encore que les candidats en tête des sondages soignent leur profil centriste, et qu'en définitive « la primaire droitise le PS et fragilise l'ensemble de la gauche » **. Il semble qu'à l'issue du premier tour, on découvre que les électeurs de la primaire donnent l'avantage à la gauche du PS, et que les thèmes imposés par Arnaud Montebourg, sur la mondialisation, l'Europe, les banques, la République irréprochable, s'invitent avec force dans le débat public.

Mais alors, à quoi bon adhérer à un parti si ça ne sert même pas à choisir les candidats aux élections ?

Malheureusement, dans notre pays, trop peu de citoyens font le pas d'adhérer à un parti politique. Le nombre d'adhérents est ridiculement faible (150 000 pour le PS), comparé au nombre d'électeurs. Dans le cas du PS, en outre, dans les départements qui ont un nombre d'adhérents traditionnellement plus important, on observe des comportements de carriérisme, de notabilisation (avec le cumul des mandats), de clientélisme, et ceci quarante ans après la fin de la SFIO... Ce qui a conduit notamment Arnaud Montebourg à considérer que seules des primaires élargies au « peuple de gauche » permettraient de bousculer cet ordre établi, facteur d'immobilisme.

La question est posée de la forme que peut prendre l'engagement citoyen de chacun. L'analyse de la situation politique et l'élaboration de propositions ne sont pas l'apanage des seuls partis. Les syndicats et les associations concourent au débat citoyen. Reste qu'il faut bien que ces propositions soient construites dans un débat démocratique, puis portées par des personnes qui acceptent de les soumettre devant les électeurs.

Les primaires accentuent-elles le caractère présidentiel du régime ?

Le PS avait fait à juste titre le choix d'élaborer son programme avant celui de son candidat dans la campagne présidentielle. Et ce programme a été adopté à l'unanimité, en particulier par tous les candidats socialistes aux primaires.

Mais les idées, les propositions, doivent être incarnées ; et le choix des personnalités, des priorités et des marges de manœuvre dans le cadre du programme, ne sont pas anodins.

Reste que « lorsque le président de la République concentre tous les pouvoirs entre ses mains, reléguant les ministres et le premier d'entre eux à des rôles de faire-valoir ou de simple collaborateur, qu'il empiète sur les contre-pouvoirs, législatif, judiciaire, médiatique, alors le jeu démocratique se fige ». *

Oui, il faudra réduire le pouvoir du Président (VI ème République ?), garantir l'indépendance de la justice, le pluralisme des médias.

Pourquoi ne pas élargir ces primaires à l'ensemble de la gauche ?

Il faut d'abord noter que les Radicaux de gauche étaient représentés dans ces primaires par un candidat. Cela a nécessité qu'au préalable, les deux partis concernés s'engagent à soutenir le candidat désigné par ces primaires, quel qu'il soit ; et qu'ils soient d'accord sur les circonscriptions à « réserver » pour les élections législatives.

L'élection présidentielle est l'occasion pour chaque sensibilité politique de présenter ses analyses et ses propositions devant les électeurs. Le risque est de transformer l'élection en tirage au sort : la multiplication des candidatures de gauche a

abouti, le 21 avril 2002, à ce qu' aucune ne figure au second tour, ne laissant place qu'à une compétition entre la droite et l'extrême droite. Pour éviter ce risque, les électeurs sont contraints à des stratégies de « vote utile » (sous l'influence des sondages...), ce qui aboutit à une photographie déformée de l'opinion.

L'avenir est peut-être en effet à un élargissement des primaires, puisque celles-ci donnent lieu à un débat public très suivi. Cela suppose que les partis qui y participeraient se concertent pour que les élus à l'Assemblée nationale reflètent bien la diversité des courants qui se proposent de gouverner ensemble.

* Christian Salmon, le Magazine du Monde, 8 octobre ; ** Philippe Marlière, Le Monde, 7 octobre.

Bonnes nouvelles

Les avions paieront une taxe carbone en Europe. Les compagnies aériennes américaines avaient porté plainte devant la Cour européenne de justice de Luxembourg contre l'Union européenne, qui veut faire payer les émissions de CO₂ des avions afin de lutter contre le changement climatique. Selon la Cour, la directive incriminée est conforme au droit international. (*Le Monde*, 8 octobre).

La gestion de l'eau en Ile-de-France. André Santini, député maire UMP et patron du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif), a perdu la présidence du comité de bassin Seine Normandie, qui regroupe collectivités, usagers et Etat. Santini a été battu par Anne Le Strat, ex-Verte adjointe au maire de Paris, chargée de l'eau, qui conquiert ainsi le poste stratégique de la première agence de l'eau de France. La Coordination Eau-Ile-de-France y voit une « rupture historique ». Anne Le Strat a mené à bien la remunicipalisation de l'eau à Paris, fermant la parenthèse de 25 ans de privatisation. (*Politix*, 6 octobre).

Ed condamné pour avoir licencié trois salariés refusant de travailler le dimanche. L'enseigne devra verser 40 000 € de dommages et intérêts à chacun de ses trois employés. (*Le Monde*, 23 septembre).

Justice et mémoire

La guerre du Cameroun a bien eu lieu.

« A moins d'un improbable coup de théâtre, Paul Biya, 78, président du Cameroun depuis 1982, sera « réélu » pour un nouveau septennat le 9 octobre prochain. Malgré les fraudes électorales, les journalistes emprisonnés, les opposants menacés et une corruption omniprésente, il aura droit aux félicitations de Paris, comme cela a toujours été le cas depuis trente ans.

Paul Biya est arrivé au pouvoir sans avoir jamais été élu. Il a simplement été désigné par son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, qui gouverna lui aussi son pays d'une main de fer. A l'origine de ce demi-siècle de dictature, on trouve une guerre. Une terrible guerre coloniale menée par l'armée française, une guerre encore taboue aujourd'hui, qu'il nous appartient à nous, Camerounais comme Français, de regarder en face (...).

Dans ce territoire, la IV^{ème} République, sous les ordres de François Mitterrand, Gaston Defferre ou Pierre Mesmer, a déclenché une véritable guerre au milieu des années 1950. Bâillonnement de l'opposition, création de milices sanguinaires, torture à grande échelle, déplacement des populations, guerre psychologique, assassinats : les méthodes de la « guerre révolutionnaire » sont les mêmes que celles mises en œuvre au même moment en Algérie.

La V^{ème} République du général de Gaulle a poursuivi la même politique après l'« indépendance » confiée au candidat choisi par Paris, le président Ahmadou Ahidjo (...).

Combien de morts ? De 61 000 à 76 000 ? 120 000 ? Davantage ? [*le nombre varie selon les auteurs*]

(...) Qui ira au Cameroun pour dire – simplement dire – une réalité historique : la France y a mené une guerre ?

(*Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatitsa, François Gèze, Ambroise Kom, Achille Mbembe, Odile Tobner, Le Monde*, 5 octobre).

Changement climatique

Les négociations sur le climat sont au point mort. Les Etats ne parviennent pas à s'entendre sur la suite à donner au protocole de Kyoto, qui expire au 31 décembre 2012.

Et pourtant, il y a urgence : **les émissions de gaz à effet de serre ont encore augmenté en 2010** : 8950 pour la Chine, 5250 pour les Etats-Unis, 4050 pour l'Union Européenne (en augmentation par rapport à 2009), 1840 pour l'Inde, 1750 pour la Russie, 1160 pour le Japon.

Elles s'élèvent à 18 tonnes de CO₂ par habitant en Australie, 16,9 aux Etats-Unis, 9,2 au Japon, 6,8 en Chine (qui a dépassé la France), 5,9 en France, 1,5 en Inde. (*Le Monde*, 1er octobre).

Et encore, ces chiffres ne rendent pas suffisamment compte de l'**effort à fournir pour les pays développés**. En effet, dans les négociations climatiques, chaque pays mesure les gaz à effet de serre émis depuis son propre territoire. Or, ce calcul est trompeur : à cause du commerce international, un bien consommé ici a très bien pu générer du CO₂ à un autre endroit de la planète. Il serait plus équitable de mesurer l'empreinte carbone de la consommation dans chaque pays.

Le cabinet de conseil Carbone 4, fondé par Alain Grandjean et Jean-Marc Jancovici, a mis au point un indicateur, Eco2climat qui mesure chaque mois l'empreinte carbone de la consommation des Français. Il montre que les émissions ont **augmenté** de 25 % entre 1990 et 2010 (alors que les statistiques officielles – indicateur Citepa – font état d'une diminution de 10 %). L'écart entre les deux indicateurs était insignifiant en 1990. Mais avec les délocalisations, il est devenu de plus en plus important.

D'où vient cette augmentation d'émission de CO₂ ? Les logements sont mieux isolés, mais les Français habitent des logements plus grands. Les automobiles consomment moins au kilomètre, mais leur nombre total a augmenté. Ce qui a explosé, ce sont les technologies de l'information et de la communication (internet, téléphones portables) : leur empreinte carbone est passée de 20 kg de CO₂ par personne en 1990 à 646 en 2010. Un **écran plat** de 31 pouces représente, à lui seul, 17 % du bilan carbone annuel moyen d'un Français !

Nous ne pouvons pas nous contenter d'externaliser les pollutions liées à notre mode de vie. Il serait légitime de les prendre en compte en érigeant des normes écologiques aux frontières de l'Union européenne. (*Alternatives économiques*, octobre).

Selon les experts de l'association NegaWatt, **sortir du nucléaire et réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre** tout en conservant un mode de vie moderne, **c' est possible**.

Pour passer de la consommation d'énergie de 3000 TWh aujourd'hui à 1000 en 2050, il faut miser sur la sobriété et l'efficacité énergétique. Le principal gisement se situe dans le bâtiment, où une politique de rénovation thermique, au rythme de 750 000 logements par an, permettrait de réduire la consommation de 600 TWh. Le transport est aussi riche d'un fort potentiel d'économies (consommation des véhicules ramenée à 2,5 l/100km, limitation de l'étalement urbain, stimulation des transports « doux » -vélos, véhicules au gaz naturel- et collectifs. Il y a aussi des progrès à faire dans le recyclage des matériaux et la réparabilité des objets, dans la réduction de la consommation de viande, ... (*Le Monde*, 30 septembre).

Soit dit en passant, avoir un grand chien, cela a le même impact carbone qu'un 4x4 (et ce, uniquement via la nourriture qu'il ingère) ; et un chat aurait le même impact qu'une petite voiture... (*Politix*, 29 septembre)

Monde

Haïti. Un demi million de personnes vivent toujours dans des campements de fortune, 21 mois après le séisme qui avait fait entre 70 000 et 200 000 morts en janvier 2010. (*Le Monde*, 8 octobre).

Palestine. « L'OLP s'attache à rejeter toutes les formes de violence, y compris le terrorisme d'Etat. Nous respecterons les accords signés par l'OLP et Israël. Notre peuple va continuer la résistance pacifique contre la colonisation. Nous sommes à la tribune de l'Assemblée générale. Cela montre que nous ne voulons pas délégitimer Israël, mais seulement la colonisation et l'apartheid. Nous avons la main tendue. Travaillons pour construire un avenir de paix. Bâtissons des ponts de dialogue au lieu de construire des murs » (*Mahmoud Abbas*, à l'ONU le 23 septembre, *Politix*, 29 septembre).

Europe

Grèce. « Tout le monde s'accorde à dire que les milliards versés par l'UE pour le renflouement du pays repartent à 97 % directement vers l'Union et vers les banques pour éponger la dette et l'augmentation des taux d'intérêt. Ainsi le règlement de la dette grecque est-il discrètement rejeté sur les contribuables européens. En attendant le krach, les banques encaissent des intérêts copieux...

On invente de nouvelles taxes. Ainsi, pour déposer une plainte au commissariat, il faut payer sur le champ 150 €. Dans le même temps, les policiers sont obligés de se cotiser pour faire le plein de leurs voitures de patrouilles. Un nouvel impôt foncier, associé à la facture d'électricité, a été créé. S'il n'est pas payé, l'électricité du foyer est coupée. Depuis plusieurs mois, les écoles publiques ne reçoivent plus de manuels scolaires. Le pays se prépare à une vague d'émigration. Les jeunes ne voient plus d'avenir en Grèce. Ceux qui travaillent le font pour un salaire de misère et en partie au noir (sans sécurité sociale) : 35 € pour 10 heures de travail par jour dans la restauration. Les heures supplémentaires s'accumulent sans être payées. » (*Die Presse*, Vienne, repris dans *Courrier international*, 29 septembre).

A Bruxelles, les hommes de Bruxelles sont aux manettes. Comme le dit sans ambages Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe : « la souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte »... (*Le Monde*, 4 octobre).

« L'incompréhension qui sévit entre le nord et le sud de l'Europe n'est pas qu'une affaire de préjugés. Le malentendu vient de loin, entre des pays qui font confiance en leur Etat, voire qui ont fait beaucoup de sacrifices pour le tenir à flot, et un pays comme la Grèce, où le peuple se méfie de l'impôt et de toute tutelle administrative depuis la **colonisation ottomane**. (...) L'impôt ne sera revalorisé en Grèce, comme un devoir de chacun, que s'il met à contribution –dans des proportions justes– aussi bien les fonctionnaires que les marchands de bateaux et de canons. (*Caroline Fourest*, *Le Monde*, 17 septembre, qui avait introduit ainsi cet article : « C'est dans l'adversité que se forment les nations. C'est par peur du précipice que l'Union européenne fera un bond vers le fédéralisme ou reculera, jusqu'à se défaire »).

France

Montebourg : « la mondialisation est, en soi, une dérégulation. Regardez l'Union européenne : c'est une dérégulation. Nous avons perdu le contrôle de la monnaie, des budgets, de notre frontière. Tous les outils de souveraineté européenne ont été supprimés. Il faut refaire de la politique. Trouver des solutions au niveau national –mise sous tutelle des banques, rapatriement autoritaire des avoirs issus de l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux, séparation des métiers bancaires..., mais aussi au niveau fédéral, avec, par exemple, la création d'une agence de la dette qui financera les dettes publiques nationales issues de la crise par une taxe sur les transactions financières dans la zone euro ».

« Depuis la naissance de la V^{ème} République, tout repose sur la vertu volontaire des hommes politiques. Dès lors, l'impunité joue comme une machine à encourager la violation des lois et la corruption au plus haut niveau. Et aujourd'hui, dans des proportions qui n'ont jamais été atteintes.

L'affaire Urba [dans les années 1990, le PS, notamment à Marseille, est mis en cause pour l'attribution de marchés publics en échange de financements pour le parti] , c'était de l'artisanat local. L'affaire de la Ville de Paris [à la fin des années 1990, le maire de Paris, Jacques Chirac, est soupçonné de détournement de fonds publics pour financer le RPR] , c'était la PME. Les contrats d'armement de Sarkozy [l'affaire Karachi] , c'est le stade industriel de la corruption ! (*Politix*, 22 septembre).

Bisphénol A. Même à faible dose, le bisphénol A est un perturbateur endocrinien et constitue un danger pour l'homme (fertilité féminine, pathologies cardiovasculaire, diabète). On le trouve dans les produits les plus divers : emballages alimentaires, lunettes, lentilles de contact, CD et DVD, câbles, mastics, adhésifs, électroménager, optiques de phare et pare-chocs, articles de sport, appareils médicaux, revêtements de sol, vernis et peintures, encres d'imprimerie... L'Agence française de sécurité veut inviter les autorités européennes à « examiner la pertinence d'une révision des doses de référence ». André Cicolella, chimiste et toxicologue, animateur du Réseau environnement santé, s'en réjouit : « nous sommes satisfaits de ce changement de doctrine . C'est la première agence sanitaire au monde à reconnaître le changement de paradigme des perturbateurs endocriniens. Le point principal est que la période de la vie à laquelle l'individu est exposé fait le poison, et non plus la dose, comme pour les autres substances. Il n'est donc plus question de dose journalière admissible ».

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a voté une proposition de loi visant à suspendre la fabrication et la commercialisation de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A à partir du 1^{er} janvier 2014. (*Le Monde*, 28 et 30 septembre).

Copains et coquins. Sarkozy a reçu d'importantes sommes d'argent en liquide de Liliane Bettencourt sur la justice ; la juge d'instruction Isabelle Prévost-Desprez, du tribunal de Nanterre, qui l'a révélé, a été dessaisie, puis on s'est acharné sur elle en l'écartant du dossier du Médiateur.

Robert Bourgi, conseiller occulte à l'Élysée révèle qu'il a porté des malles de billets : « cinq chefs d'Etat africains ont versé environ 10 millions de dollars pour la campagne de Jacques Chirac en 2002 ». Mais, selon Michel de Bonnacorse, l'ex-Monsieur Afrique de Jacques Chirac, c'est à Sarkozy qu'après l'échec du CPE en 2006 Bourgi remet les malles de billets fournies par Omar Bongo et Denis Sassou-Nguesso, présidents du Gabon et du Congo. Le retour sur investissement a été immédiat après l'élection de Sarkozy : Bongo obtint alors un prêt pour l'Etat gabonais de 40 millions que Chirac lui refusait.

Alexandre Djourhi, ancien membre du milieu fréquentant aujourd'hui le CAC 40 et tutoyant les puissants, s'est rendu indispensable auprès de Sarkozy après avoir été au service de Villepin. Entre autres, il aurait financé quelques revendications de Cécilia Sarkozy en cours de divorce...

Ziad Takiedine participe aux négociations portant sur la vente de frégates militaires à l'Arabie Saoudite. Un mégacontrat qui générera près d'un milliard de commissions occultes. Chirac, élu en 1995, tentera de couper le circuit financier qu'il soupçonne d'alimenter les réseaux balladuriens. Peine perdue : à l'issue d'un arbitrage en Suisse, Takiedine conservera ses fonds. En 2002, sitôt Sarkozy nommé à l'Intérieur, il mandate l'intermédiaire en vue de signer un autre gros contrat saoudien portant sur la surveillance des frontières du royaume. Chirac, campant fermement à l'Élysée, ordonne au trio Sarkozy, Guéant, Takiedine de cesser ses manigances. La vente ne sera jamais signée. En 2007, sitôt Sarkozy élu président, il remet en selle Takiedine. Principalement en Lybie [oui, la Lybie de Khadafi !...], pour des négociations tous azimuts : aéronautique, énergie et même du matériel de surveillance des internautes.

Thierry Gaubert, ancien conseiller de Sarkozy, ex-secrétaire général de la mairie de Neuilly, mis en examen, a reconnu détenir un compte aux Bahamas, crédité d'un million d'euros, et s'être rendu régulièrement en Suisse, en compagnie de son ami Takiedine (« qui était flatté de connaître MM Hortefeux, Copé, Léotard et Séguin »).

(*Libération*, 14 septembre, *Courrier international*, 15 septembre, *Le Monde*, 24 septembre).

Résultats des primaires socialistes :

Hauts de Seine : 69 665 votants. François Hollande, 37 % ; Martine Aubry, 32 % ; Arnaud Montebourg, 15 % ; Manuel Valls, 10 % ; Ségolène Royal, 6% ; Jean-Michel Baylet, 0,4 % (*Le Parisien*, 11 octobre).

Montrouge. inscrits 26 871, votants 2927 (soit 11 % des inscrits, très au dessus de la moyenne nationale). Martine Aubry, 35 % ; François Hollande, 34 % ; Arnaud Montebourg, 15 % ; Manuel Valls, 9 % ; Ségolène Royal, 6% ; Jean-Michel Baylet, 0,4 %

Courrier des lecteurs

RZ : Je suis habituellement admiratif et plein de respect pour le boulot que tu fais depuis 9 ans. Ce coup-ci, à savoir le n° 88 de CMM... permets moi de te dire, en toute camaraderie, combien je trouve regrettable un titre comme "Plus d'Europe, plus de démocratie": en effet, nous savons l'effet catastrophique des "mots valises" et des "concepts flous". Il me semble que "Plus d'Europe", cela ne veut rien dire ! Si tu avais choisi le titre: "Plus d'UE de Lisbonne, plus de démocratie", cela aurait été moins flou... mais aurait rendu évidente l'incohérence radicale de cet oxymore ! (Equivalent a: "plus d'Europe des banquiers et des multinationales, plus de démocratie").

Il me semble en effet qu'il faudra "un certain temps"... avant que l'Allemagne n'accepte d'aller vers du fédéralisme, (c'est-à-dire vers des institutions la conduisant à subventionner en permanence les... "pays du Club Med"... pour ne pas dire les "PIIGS": au sein de l'UE, les excédents commerciaux des uns ne peuvent exister qu'à raison des déficits des autres).

Même si... "on n'est jamais à l'abri d'un coup de bol"... c'est-à-dire une conversion inespérée de nos voisins d'outre Rhin, il me semble inacceptable que l'avenir de tout un continent puisse être relié à un événement aussi improbable.

De façon plus fondamentale, un Etat fédéral suppose l'existence d'un peuple (dont il puisse tirer sa souveraineté). Un peuple européen existera peut être un jour... je ne crois pas que ce soit le cas aujourd'hui ! Halte aux fuites en avant désastreuses opérées depuis 20 ans !

FC : Super ton texte ! Saches que Ségolène Royal a envie de mettre un grand coup de balai dans tout cela, elle y va avec beaucoup plus d'acharnement que les autres.

Le 2ème appel à soutien parle des sujets que tu abordes. Il y a beaucoup plus de détails dans son livre.

Samedi elle vient de passer un accord avec Mélenchon pour la préparation de deux lois, l'une pour l'interdiction des licenciements boursiers et l'autre sur la réforme du système bancaire.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.